



Éducation, eau et santé *POUR TOUS* !

Campagne 2007-08

CLUB 2/3 et Oxfam-Québec dans le monde

Notre organisation appuie les populations locales dans plus de 20 pays, autant par des projets de développement durable que lors de situations d'urgence.

Composée de plus de 250 personnes, au Québec et outre-mer, notre équipe travaille en collaboration avec Oxfam International, plusieurs partenaires locaux et des agences des Nations unies.

L'accès public et universel à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement peut briser le cycle de la pauvreté.

Ce feuillet comprend :

- un résumé du rapport d'Oxfam International *Dans l'intérêt du public : santé, éducation, eau et assainissement pour tous* ;
- des questions posées directement aux jeunes ;
- des propositions d'activités que les intervenants peuvent animer auprès des jeunes ;
- des pistes d'actions pour appuyer cette campagne.





« La pauvreté n'est pas naturelle. Elle est créée par les hommes, et elle peut être vaincue et éradiquée par l'action humaine. Et vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. Il s'agit de la protection d'un droit humain fondamental ; le droit à la dignité et à une vie décente. Tant que persistera la pauvreté, il n'y aura pas de liberté. »
– Nelson Mandela (2005)

QUESTION :

Pensez-vous, comme Nelson Mandela, que la pauvreté et le manque de liberté vont de pair ? Pourquoi ?

Boire un grand verre d'eau glacée lorsqu'il fait chaud, aller gratuitement chez le médecin lorsque nous sommes malades et avoir accès gratuitement à une éducation primaire et secondaire, c'est normal pour les jeunes du Nord comme nous, non ?

Malheureusement, ce ne sont pas tous les enfants de la planète qui ont accès à ces services.

Le CLUB 2/3, division jeunesse Oxfam-Québec, vous invite à découvrir ce qu'Oxfam International a observé partout dans le monde concernant l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement de nos jours.

1. UNE QUESTION DE DROITS UNIVERSELS

Saviez-vous qu'il y a 60 ans, la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* affirmait qu'un niveau de vie décent, comprenant l'accès à la santé et à l'éducation, constituait un droit fondamental ? Aujourd'hui, pour des millions de personnes dans les pays en développement, l'accès aux services publics – santé, éducation, eau et assainissement – n'est encore qu'un rêve.

Ainsi, chaque jour...

- 4 000 enfants meurent de diarrhée, une maladie causée par l'eau insalubre ;
- 1 400 femmes meurent pendant leur grossesse ou lors de leur accouchement ;
- 80 millions d'enfants en âge d'aller à l'école, des filles pour la plupart, ne sont pas scolarisés.

Ces chiffres vous paraissent alarmants ? L'important, c'est de ne pas se décourager mais plutôt de comprendre les causes de ces injustices, puis de faire partie de la solution par des actions concrètes !





2. UN RÊVE QUI DEVIENT RÉALITÉ

Pour faire de ce rêve une réalité, les **gouvernements** doivent faire preuve de **volonté politique** et prendre leurs **responsabilités** afin de fournir ces services publics à leurs populations.

Les **organisations** issues de la **société civile** (c'est-à-dire... **nous tous!!!**) et les entreprises privées ont également un rôle important à jouer, mais pas comme substitut aux gouvernements.



Les dirigeants de la planète se sont mis d'accord sur une série de cibles à atteindre d'ici 2015, connues sous le nom des **objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)** :

1. réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
2. assurer l'éducation primaire pour tous ;
3. promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ;
4. réduire la mortalité infantile ;
5. améliorer la santé maternelle ;
6. combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies ;
7. assurer un environnement durable ;
8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



***Activité proposée**
Consignes pour les intervenants jeunesse

Pour réclamer la réalisation de ces huit objectifs, vous pouvez adhérer – et faire adhérer les jeunes – à la campagne Les objectifs du Millénaire, j'en fais mon affaire !

www.oxfam.qc.ca

D'après les prévisions d'Oxfam, pour atteindre ces objectifs dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, il faudrait 47 milliards \$ supplémentaires par an, montant qu'il faut mettre en perspective avec les dépenses militaires mondiales qui s'élèvent à... 1000 milliards \$!



QUESTIONS :

Cela vous semble-t-il normal que les gouvernements soient en mesure de dépenser 1000 milliards \$ en armes et qu'ils refusent pourtant de fournir les 47 milliards \$ nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ?
Comment réagissez-vous face à ces inégalités ?

3. ÉTAT DE FAITS

3.1. EAU ET ASSAINISSEMENT : plus d'un milliard de personnes sans eau potable



« Je n'oublierai jamais combien j'ai souffert à cause du manque d'eau. Il n'y avait pas d'eau pour me laver ou laver mon bébé. J'avais honte de sentir mauvais, particulièrement lorsque mes voisins me rendaient visite. »

– Misra Kedir, se rappelant la naissance de son enfant, Hitosa, en Ethiopie

- Une personne sur trois dans le monde n'a pas accès à des toilettes ou des latrines et, contrairement aux promesses internationales, ce nombre est en croissance ;
- La diarrhée, une maladie provoquée par l'eau insalubre, est le plus grand tueur d'enfants de moins de cinq ans dans les pays pauvres, causant la mort de 4 000 enfants chaque jour ;
- Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par le manque d'eau potable et de latrines. Elles sont nombreuses à devoir attendre toute la journée pour pouvoir faire leurs besoins dans les champs ou les bois où elles courent le risque d'être harcelées sexuellement.

3.2. SANTÉ : des inégalités persistent, les premières victimes sont les femmes et les enfants

« Au centre de santé, ils sont mécontents quand ils doivent vous soigner. Si vous n'avez pas d'argent, ils ne vous prennent pas. Que se passe-t-il alors ? Eh bien, on vous laisse mourir. »

– Marta Maria Molina Aguilar, mère d'un enfant malade, au Nicaragua





- 11 millions d'enfants meurent chaque année en raison de la malnutrition ou encore de maladies pourtant inévitables comme la rougeole et la diarrhée ;
- Les femmes dans les pays en développement ont toujours une chance sur 61 de mourir de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. Dans les pays développés, le ratio est de une chance sur 2 800 ;
- 40 millions de personnes sont maintenant séropositives ; 3 millions sont mortes du VIH/Sida en 2005, et des millions d'enfants ont ainsi perdu leurs parents.

3.3. ÉDUCATION : des signes encourageants, mais 80 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés



« Nous réussissons tout juste à faire cours, parce que nous ne recevons aucune ressource du ministère de l'Éducation. Nous ne recevons même plus la documentation pédagogique que nous recevions auparavant, comme des cahiers et de crayons ou de la craie, ou des livres pour les enfants. »

— Jose Madriz, Directeur, École autonome, au Nicaragua

Le droit à l'éducation primaire universelle et gratuite, inscrit dans les déclarations depuis de nombreuses décennies, est enfin devenu une réalité. Les gouvernements des pays pauvres ont donné une place prépondérante à l'éducation dans leurs budgets nationaux et les pays donateurs ont réussi à mieux coordonner l'aide au développement :

- Toutes les régions (à l'exception de l'ex-Union Soviétique) ont vu une augmentation significative de la scolarisation dans le secteur primaire, en particulier en Amérique latine, aux Caraïbes et en Afrique du Nord.
- En Afrique subsaharienne également, le taux de scolarisation a rapidement augmenté. Même certains pays parmi les plus pauvres d'Afrique- l'Érythrée, la Guinée, le Malawi et le Tchad - ont réussi à augmenter de plus de 50% leurs taux de scolarisation.



Il reste toutefois des enjeux considérables :

- Seule la moitié des garçons, et encore moins de filles, terminent leurs études primaires en Afrique subsaharienne. Ceci signifie qu'une fille de 16 ans en Afrique a normalement à son actif moins de trois ans de scolarité ;

Saviez-vous que, selon le rapport des Indicateurs de l'éducation (édition 2007 du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec), de l'école primaire à l'université, la scolarisation totale établie pour 2005-2006 correspond en moyenne à 15,6 années par Québécois en âge de fréquenter un établissement scolaire ?

www.mels.gouv.qc.ca

- Les fillettes, les enfants appartenant à des communautés indigènes ou des minorités ethniques et les enfants souffrant d'un handicap restent souvent exclus du système scolaire, du fait de l'inadaptation des programmes scolaires ou de la culture qui prévaut dans les salles de classe ;
- La qualité de l'éducation offerte aux enfants est aussi en cause : de nombreuses écoles manquent de livres et d'instituteurs pour s'occuper de tous les enfants.

***Activité proposée** **Consignes pour les intervenants jeunesse**

En coopération internationale, il existe différentes façons de voir comment remédier aux problèmes. L'activité suivante peut emmener vos jeunes à réfléchir sur la pertinence des diverses solutions proposées autour d'eux et dans le monde.

En faisant référence au témoignage de Jose Madriz, directeur d'une école au Nicaragua, posez les questions suivantes :

- 1) Quelle(s) solution(s) proposez-vous ?
- 2) (S'il s'agit d'envoyer des livres ou du matériel scolaire) Quels seraient les pour et les contre d'une telle approche ?
- 3) Après avoir pesé les pour et les contre, que recommandez-vous ?

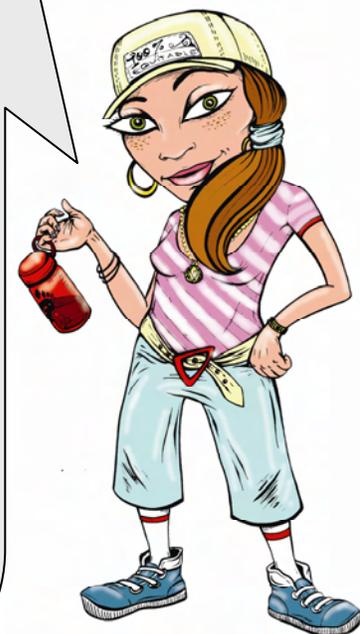
Exemples de pour et de contre concernant l'envoi de livres et de matériel scolaire, pour vous aider à alimenter le débat :

Les pour...

- C'est mieux que rien du tout ; au moins, ils auront du matériel scolaire ;
- Au moins, tous ces livres ne finiront pas leurs jours dans une usine de recyclage !

Les contre...

- Les vendeurs locaux de livres et de matériel ne peuvent concurrencer des produits gratuits qui arrivent de l'étranger ;
- Les livres envoyés ne traitent pas de thèmes qui font référence à la réalité quotidienne que connaissent les jeunes de cette école ; ils ne sont pas non plus adaptés aux programmes éducatifs de ces pays.





AVANT DE PASSER AUX SOLUTIONS...



Activité proposée Consignes pour les intervenants jeunesse

Après avoir présenté les statistiques et les différents témoignages reliés à l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, formez des équipes d'environ 4 ou 5 élèves. Ensuite, attribuez l'une des questions suivantes à chaque équipe :

- Selon vous, à quoi ressemble la vie au quotidien d'une personne qui vit sur le continent africain et qui n'a pas accès à l'eau potable ?
- Selon vous, quels sont les dangers et les risques que courent les populations qui n'ont pas accès à des soins de santé de base ?
- Quelles sont les différences entre les conditions de vie actuelles et futures d'un jeune Québécois qui a accès à une éducation primaire et secondaire gratuite et celles d'un jeune qui vit dans un pays en développement et qui n'a pas un accès gratuit à l'école primaire et secondaire ?

Faites ensuite un retour en classe avec les réponses des différentes équipes.

4. LA SOLUTION : des services publics universels

« Mon fils avait de la température et une diarrhée. Il n'arrêtait pas de vomir, mais à la Mascota, ils ne voulaient pas l'aider, ils m'ont renvoyée. C'est pour ça que je suis venue directement ici et le docteur l'a immédiatement hospitalisé ; sinon, mon fils serait mort. Ici, nous n'avons pas besoin de payer. C'est un hôpital public, spécialement pour les enfants et les femmes enceintes. » – Julisa Ramirez, Service de santé infantile et maternelle de l'Hôpital Fernando Velez Paiz, au Nicaragua

Comme vous pouvez le constater, lorsque des services publics sont offerts gratuitement à la population d'un pays, les conditions de vie des habitants s'améliorent.

Bravo à tous les pays qui ont fait des pas vers l'avant et qui ont rendu accessibles les services publics d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement à tous leurs habitants.



Observons quelques exemples de pays inspirants...

4.1. Éducation

Le Brésil a encore beaucoup de chemin à parcourir pour améliorer la santé des enfants. Toutefois, il a réussi à approcher le taux net de 100 % de scolarisation des filles et des garçons, dès 1997, en instaurant des réformes nationales de grande envergure afin d'améliorer les qualifications et la formation des enseignants, tout en leur offrant des primes liées à la performance et des augmentations salariales assorties de généreuses prestations de retraite.

4.2. Eau et assainissement

Le gouvernement du Botswana a investi dans un programme majeur de forage des nappes souterraines et de construction d'un réseau de distribution, peu de temps après l'indépendance en 1966 ; ce qui lui a permis de réaliser, dès 1990, l'accès universel à l'eau potable. Le gouvernement a financé la construction de latrines familiales en milieu rural et investi dans des programmes d'éducation et de promotion de l'hygiène.

4.3. Santé

Le Nicaragua, la Chine, le Zimbabwe et Cuba ont formé des milliers de personnes soignantes et de « médecins aux pieds nus » pour fournir des soins de santé préventive et une éducation sur l'hygiène dans les villages.

4.4. Des pays qui prennent leurs responsabilités

Félicitations au Sri Lanka, aux Philippines, à l'Ouganda et au Bangladesh ! Leur performance au niveau du bien-être social de leur population est supérieure à ce qu'on aurait pu penser, compte tenu du bas taux de revenus de leurs habitants. Cela démontre bien que le taux des revenus d'un pays ne va pas de pair avec l'accès aux services publics.

L'exemple encourageant du Sri Lanka :

Plus d'un tiers de la population du Sri Lanka vit avec moins de 2 \$ par jour, mais les taux de mortalité maternelle dans ce pays sont parmi les plus bas au monde. Au cours des années 1990, le nombre des décès maternels a diminué de moitié, passant de 520 à 250 par an, pour une population de 18 millions d'habitants. Aujourd'hui, plus de 96 % des accouchements sont suivis par une sage-femme qualifiée, et plus de 90 % d'entre eux ont lieu dans un centre de santé.

QUESTION :

Selon vous, comment le Sri Lanka y est-il parvenu ? Avez-vous une petite idée ?

Des moyens utilisés par le Sri Lanka :

- des services publics de santé accessibles gratuitement ;
- la création d'un nombre important de centres de soins (presque chaque habitant se trouve aujourd'hui à moins de 1,5 km du centre de santé le plus proche) ;
- la mise sur pied de politiques éducatives qui financent la gratuité de l'éducation pour les filles jusqu'au niveau universitaire.



7. TROIS ACTEURS POURRAIENT FAIRE LA DIFFÉRENCE

Afin d'offrir des services publics décents aux populations n'y ayant pas accès, trois acteurs doivent prendre leurs responsabilités et agir : **les gouvernements des pays en développement, les pays du Nord et la société civile.**

7.1. Que doivent faire les gouvernements des pays en développement ?

- Investir de manière durable dans des systèmes publics gratuits d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement, tout en s'assurant que ces services fonctionnent efficacement pour les femmes et les filles ;
- Travailler avec la société civile et le secteur privé ;
- Faire en sorte de garder les travailleurs de santé et les enseignants, en les formant et en leur offrant de meilleures conditions salariales et de travail ;
- S'assurer que les citoyens supervisent les services publics et qu'ils participent aux processus de planification et de préparation des budgets locaux et nationaux et des accords internationaux ;
- Agir publiquement contre la corruption.

7.2. Que doivent faire les pays du Nord et les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale ?

- Cesser d'exiger que les pays en développement se soumettent à des conditions – privatisation, assistance technique, signature d'accords internationaux injustes, etc. – pour recevoir de l'aide financière et annuler leurs dettes ;
- Consacrer 0,7 % de leurs revenus nationaux à l'Aide publique au développement¹ ;
- Soutenir financièrement les services publics ;
- Annuler la dette des pays les plus pauvres.

7.3. Que doit faire la société civile (c'est-à-dire NOUS TOUS !) ?

- Agir solidairement et exiger des services publics de qualité et accessibles pour tous ;
- S'investir dans des mouvements citoyens locaux et mondiaux pour faire en sorte que les gouvernements passent à l'action ;
- Avoir un esprit critique face aux politiques mises en œuvre par les institutions internationales et faire entendre notre opinion ;
- Travailler de concert avec les différents acteurs de la société (gouvernements, ONG, organismes communautaires, etc.)

¹ Le niveau moyen d'aide de l'OCDE est de 0,34 % ; celui du Canada, de 0,3 %.



Activité proposée Consignes pour les intervenants jeunesse

Après avoir présenté aux jeunes les aspects positifs des services publics universels, demandez-leur d'écrire un plaidoyer à un gouvernement d'un pays en développement, afin de le convaincre qu'il doit prendre pour responsabilité de donner accès à des services publics décentes à la population qu'il représente.

L'exercice peut se faire individuellement ou en groupe. Vous pouvez d'ailleurs faire un plan d'argumentation en plénière si le degré de difficulté est trop élevé pour vos élèves.

Attention ! Ne tombons pas dans la culpabilisation des gouvernements des pays en développement. Ceux-ci ont besoin d'alliés !

Demandez aux jeunes de réfléchir aux questions suivantes afin de préparer leur plaidoyer :

- C'est bien beau de penser qu'un gouvernement du Sud devrait s'engager auprès de sa population, mais quels sont donc tous ces bâtons dans les roues qui rendent si difficile sa capacité à offrir des services publics accessibles à toute la population ?
- De quels alliés les gouvernements des pays en développement ont-ils besoin ?
- Quelles actions ces alliés (pays du Nord, institutions internationales et société civile) doivent-ils poser pour les appuyer dans leurs démarches ?
- Quelles responsabilités leurs reviennent pour favoriser les investissements dans les services publics universels ?

8. À VOS MARQUES, PRÊTS, PARTEZ !!!

Vous avez, en tant que jeunes, un rôle important à jouer au niveau local, national et mondial. Les gestes que vous posez pour rendre ce monde plus juste ont une grande influence, qui s'étend un peu partout sur la planète.

En d'autres mots, vous êtes des acteurs de changements, et vous faites partie de la solution.



Voici quelques actions à votre portée :

8.1. Appuyez un projet de coopération internationale

Le CLUB 2/3 appuie chaque année, en partenariat avec des organismes locaux, des projets qui permettent à des jeunes d'avoir accès à des services qui leur permettront de s'épanouir et de prendre leur place dans leur communauté. Peu importe le projet que vous soutenez, votre engagement aura des répercussions positives sur des milliers de jeunes !

Voici la liste des projets que vous pouvez appuyer :

- Bénin : 1 000 défis jeunes pour le développement
- Burkina Faso : Renforcement des capacités et amélioration des conditions de vie des filles
- Haïti : Éducation de base à l'Île-de-la-Tortue
- Pérou : Assainissement et approvisionnement en eau potable pour tous !

Pour en savoir davantage, consultez le www.2tiers.org.

8.2. Adhérez à la campagne Les services publics POUR TOUS combattent la pauvreté ;

8.3. Adhérez en ligne aux campagnes d'Oxfam Contrôlez les armes et Les objectifs du Millénaire, j'en fais mon affaire !

www.oxfam.qc.ca

8.4. Exprimez-vous et informez-vous par l'entremise des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) ;

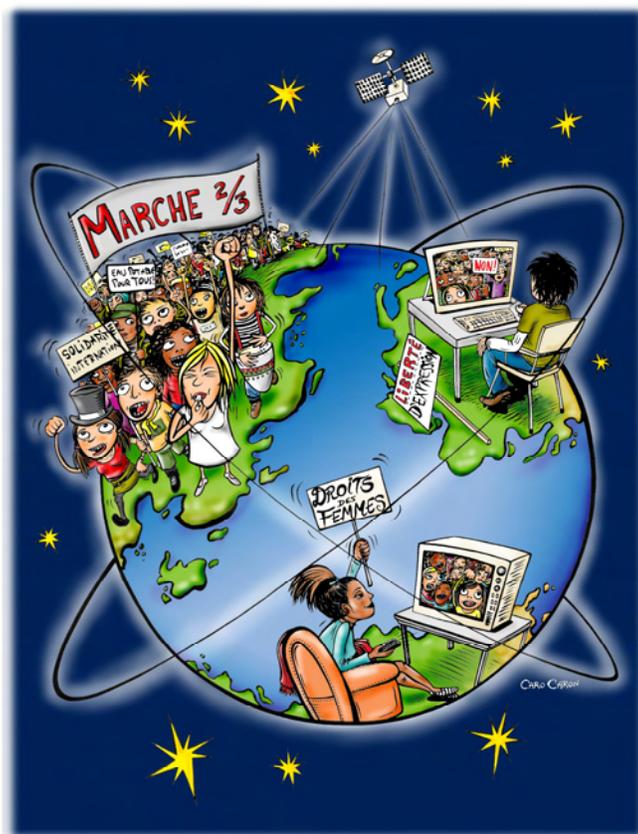
8.5. Mettez sur pied un plaidoyer politique auprès de votre direction d'école, de votre député ;

8.6. Consommez de manière responsable et achetez équitable ;

8.7. Utilisez vos talents artistiques (arts plastiques, théâtre, musique, humour, etc.) pour sensibiliser et éduquer les gens de votre communauté ;

8.8. Faites du bénévolat pour soutenir les démunis (penser globalement, agir localement !)

8.9. Participez à la Marche 2/3.





9. CE RÊVE EST MAINTENANT RÉALITÉ...



Imaginez un monde dans lequel, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, tous les enfants iraient à l'école. Chaque femme pourrait accoucher avec les meilleures chances possibles de survie pour elle et son bébé. Tout le monde pourrait boire de l'eau sans risquer de tomber malade. Des millions de nouveaux enseignants et du personnel soignant sauveraient des vies et formeraient les esprits des générations futures !

***Activité proposée**
Consignes pour les intervenants jeunesse

Après avoir réfléchi aux impacts de la mise en place de services publics accessibles pour les populations des pays en développement, demandez aux jeunes de s'imaginer le monde que nous venons tout juste de décrire ci-haut. Laissez-les user de leur imagination en leur proposant d'écrire un conte, de faire une saynète ou bien de réaliser une murale. Demandez-leur de faire de ce rêve une réalité !

N'oubliez pas de communiquer avec nous pour nous faire part des fruits de votre travail et de celui des jeunes !

club@2tiers.org





Éducation, eau et santé *POUR TOUS* !



Campagne 2007-08

N'oubliez pas de nous faire connaître vos activités en communiquant avec nous. Nous les diffuserons dans les Échos C2T !

Inscrivez-vous pour connaître les activités réalisées par les autres acteurs solidaires !

www.2tiers.org

Renseignements :
514 382-7922
club@2tiers.org

Pour obtenir plus
d'informations :

Les données de ce document
sont tirées du rapport
d'Oxfam

*Dans l'intérêt du public :
santé, éducation, eau et
assainissement pour tous.*

www.oxfam.qc.ca

N'hésitez pas à
communiquer avec l'agente
d'éducation responsable de
votre région.